

Grandes fortunes et ordre mondial

par Antoine Vauchez

La phase hyper-capitaliste actuelle offre aux grandes fortunes un rôle clé sur la scène politique transnationale. Peter Hägel enquête sur six de ces milliardaires qui pèsent sur la compétition politique d'un pays, une crise de régime, ou les priorités des organisations internationales

À propos de : Peter Hägel, *Billionaires in World Politics*, Oxford, Oxford University Press, 2020, 368 p.

Qu'il s'agisse des combats est-européens d'un George Soros plaidant pour une politique de la « société ouverte », des investissements philanthropiques d'un Bill Gates accueilli en 2005 en véritable chef d'État à la tribune de l'Assemblée mondiale de la santé pour inaugurer la « décennie des vaccins » de l'OMS, ou encore des engagements partisans de l'Australien Rupert Murdoch pesant de tout son poids médiatique sur la politique britannique au service du parti conservateur puis de la carrière d'un Tony Blair : la phase hyper-capitaliste actuelle ne cesse de donner à voir le rôle politique transnational des grandes fortunes érigées en acteurs-clés et en figures charismatiques incontournables de la globalisation libérale. Divers travaux monographiques ont suivi les engagements civiques des milliardaires, mais il manquait une enquête qui les envisage comme une nouvelle catégorie d'acteurs à part entière de la scène internationale. C'est ce que propose Peter Hägel dans une belle enquête comparative construite sur l'analyse de six de ces « ultra-riches » ayant mobilisé leur fortune pour peser « de l'extérieur » et « de l'étranger » sur la compétition politique d'un pays, le cours d'une crise de régime, ou encore la définition des priorités des organisations internationales.

On ne peut que se réjouir que les chercheurs des relations internationales apportent ainsi aujourd'hui leur pierre aux questionnements, classiques en sociologie politique¹, sur la fongibilité politique du capital économique, la discipline des RI s'étant fréquemment enfermée dans un ensemble de débats idiosyncratiques qui ont produit un effet d'enclavement à l'égard du reste des sciences sociales. Il faut dire que la question à l'examen revêt avec une acuité nouvelle depuis que les vastes enquêtes lancées par Thomas Piketty et ses collègues ont fait apparaître, séries statistiques à l'appui, le retour en force des grandes concentrations de richesse² – contredisant ainsi l'optimisme d'un Robert Dahl quand il pointait du doigt, dans sa célèbre passe d'armes avec Wright Mills, le passage progressif de nos démocraties de l'oligarchie du *Gilded Age* des débuts du XXe siècle au pluralisme des intérêts sociaux. Or, les trois dernières décennies n'auront pas seulement vu la croissance exponentielle du nombre de milliardaires dûment répertoriés et classés par le magazine *Forbes* ; elles auront également vu un renouvellement profond de cette population dans le sillage de la formation de (quasi-)monopoles privés (Microsoft, Google, etc.) et du développement de marchés extrêmement profitables dans le domaine de la finance, du *software*, ou encore du numérique³.

Si de nombreux chercheurs se sont intéressés aux conséquences politiques de cette nouvelle donne économique, Peter Hägel propose un angle d'attaque original : au lieu de se focaliser sur le travail d'influence et de représentation d'intérêts des grandes entreprises multinationales, il fait le choix de suivre les causes politiques portées *individuellement* par leurs dirigeants. Cette distinction d'avec le travail *collectif* de défense du capital économique (lobbying) et les engagements « *personnels* » des grandes fortunes est sans doute discutable et souvent fragile, mais elle permet de prendre au sérieux le travail politique transnational des milliardaires – depuis la défense de la communauté tamoul par Raj Rajaratnam jusqu'au soutien aux idées et à la carrière politique de Netanyahu par Sheldon Adelson, en passant par la promotion de la cause libérale dans les pays de l'ex-bloc soviétique par George Soros, la promotion d'une politique vaccinale en faveur des pays les plus pauvres portée par le couple Gates, ou encore la lutte contre la diffusion des idées liées de la transition climatique engagée par les frères Koch. Manière de montrer sans doute que les

¹ Martin Gilens, *Affluence and Influence Economic Inequality and Political Power in America*, Princeton, Princeton University Press, 2002. Et, dans une perspective comparée, Julia Cagé dont *Le prix de la démocratie*, Fayard, 2018.

² Thomas Piketty, *Le capital au XXIe siècle*, Seuil, 2013 ; Thomas Piketty, *Capital et idéologie*, Seuil, 2021.

³ L'auteur le note : seuls 52 des 200 plus grandes fortunes mondiales présentes sur la première liste Forbes (1987) y figurent encore deux décennies plus tard.

milliardaires n'agissent pas, sous ce rapport à tout le moins, en « classe capitaliste transnationale » à la Sklair (2001), mais qu'ils se choisissent des causes dont le principe est aussi à trouver dans leurs trajectoires individuelles, et notamment dans leurs itinéraires de migration.

Reste la question : comment ces grandes fortunes cherchent-elles à peser sur la politique des États et des organisations internationales ? Ou, pour le dire autrement, quelles sont les limites *politiques* du capital économique à l'heure où la libre circulation des capitaux constitue l'un des piliers de la globalisation et où les États, réinventés en *Competition States*, n'hésitent pas pour attirer ces mêmes capitaux et ces mêmes « ultra-riches » en « commodifiant » les attributs de leur souveraineté – qu'il s'agisse de l'impôt (négocié au cas par cas), de la justice (contournée via l'arbitrage), ou encore de la citoyenneté et du passeport (attribués en échange d'une résidence fiscale). Comment en somme ce capital économique qui a acquis au fil des trois dernières décennies un statut d'« extra-territorialité » et échappe de manière croissante à la capacité de régulation des États, négocie-t-il son efficacité politique *locale* ? La galerie de portraits de milliardaires proposée par l'auteur offre ici un bel ensemble de cas-limites : par les masses financières impliquées, puisque les Soros, Gates et autres frères Koch peuvent mobiliser des sommes considérables au service de leurs causes – à l'image d'une Fondation Bill & Melina Gates qui, avec une dépense cumulée de 3,2 milliards de dollars, s'est positionnée en quelques années en troisième plus gros financeur mondial en matière de santé, après les États-Unis et le Royaume-Uni, mais devant l'Organisation mondiale de la santé (dont elle assure du reste une part significative du financement) ; mais aussi parce que les milliardaires sont presque par définition des *multi-level players* qui doivent une part essentielle de la fortune à leur capacité à faire circuler leur capital entre les États (*forum shopping*), quand ils n'ont pas eux-mêmes changé d'identité – nombre d'entre eux ayant quitté leur pays d'origine pour devenir résidents, voire citoyens américains (on pense ici à l'Australien Murdoch, au Hongrois Soros, au Sri-lankais Rajaratnam, etc.) faisant des États-Unis la véritable « base arrière » de cette politique transnationale du capital.

En fin de compte, l'ouvrage permet d'échapper à une lecture « héroïque » qui ferait de ces milliardaires « engagés » les nouveaux acteurs-clés de la politique internationale capables par la seule vertu des placements et déplacements de leurs capitaux de renverser à tout moment la table du politique. L'ouvrage relativise en effet l'efficacité de leurs investissements politiques, nos milliardaires rencontrant rarement en politique les succès connus dans le monde des affaires. Contre un certain idéalisme du transnational comme jeu-sans-frontières, le livre fait ainsi apparaître les formes

(inégaux) de résistance des champs politiques nationaux à l'activisme des grandes fortunes – à l'exception sans doute de l'espace faiblement structuré des organisations internationales qui semble offrir un point d'entrée plus favorable. D'autant que cette politique transnationale du capital aura généré au cours de la dernière décennie une *contre-politique* marquée par des entreprises de clôture juridique des champs politiques nationaux.

Si ces stratégies d'auto-défense par lesquelles les États cherchent à se prémunir comme les influences « étrangères » ne sont pas nouvelles, elles ont connu un véritable regain : du côté des démocraties illibérales qui suivent ainsi le « modèle russe » par l'introduction de législations permettant le contrôle gouvernemental (voire l'interdiction) des ONG, *think tanks*, associations, et autres universités financées par des fonds étrangers ; mais aussi du côté des démocraties libérales sous l'effet (notamment) du développement rapide de politiques de lutte contre le terrorisme international – dont le milliardaire d'origine sri-lankaise naturalisé américain Raj Rajaratnam aura fait les frais quand son soutien massif à sa communauté d'origine tamoul lui vaudra aux États-Unis une série de procès pour soutien présumé au groupe terroriste des Tigres du Tamoul.

Ainsi parti à la recherche des preuves de l'influence, l'auteur rencontre finalement beaucoup de « cas difficiles » et incertains, et peine à identifier des « succès » politiques manifestes. On lui saura gré de le reconnaître, mais on regrettera le livre n'échappe pas toujours à certains des biais positivistes des études d'influence quand elles se laissent prendre par la quête – à bien des égards illusoire – du *smoking gun* ou de « l'effet propre » – et délaissent l'analyse plus générale des processus de cadrage qui permettent de faire voir les effets de délégitimation d'autres types d'acteurs, de savoirs locaux, et de solutions qui sont à l'œuvre. Car si nos six milliardaires transforment bien les secteurs de politique publique ou les crises politiques dans lesquelles ils interviennent, c'est en fait rarement de la manière qu'ils le souhaitent ou qu'ils l'imaginaient. Ainsi de la fondation Bill & Melina Gates dont l'effet le plus palpable se mesure moins au contenu même des politiques internationales de santé que dans la diffusion, au cœur de ce domaine de politique publique, d'une culture du projet et du résultat et dans la multiplication tous azimuts des partenariats « public-privé » - au détriment de politiques d'investissements au long cours sur les infrastructures de santé publique des États concernés.

Reste à comprendre, au-delà de cette question-piège de l'influence, comment se construit la légitimité sociale et politique de ces milliardaires et les conditions dans

lesquelles « les intérêts et les passions de la famille Gates » se voient reconnaître voix au chapitre des affaires publiques internationales. La globalisation libérale a assurément changé la donne en la matière avec la banalisation des formes d'autorité privée (via les forums de régulation ou de co-régulation), mais aussi par le développement de toute une presse business spécialisée qui chronique les intuitions, les coups et les exploits de figures emblématiques (les Bezos, Buffett, Gates, Musk, etc.) et ancre au cœur de la politique internationale la légitimité de cette « subjectivité entrepreneuriale ». Au-delà, il faut aussi rappeler que « Bill Gates » ou « George Soros » sont aujourd'hui autant de marques collectives et que leur trajectoire brouille en permanence la frontière de l'individuel et du collectif, de la personne physique et de la personne morale, du privé-domestique et de l'entreprise, dans un jeu à géométrie variable qui va de l'individu au couple en passant par les holdings familiales, les fondations, le réseau des sociétés, etc. Ainsi, si « Bill Gates » est un « super-acteur » de la scène internationale, ce n'est pas simplement par l'effet brut de l'immense capital accumulé à la tête de Microsoft ; c'est aussi qu'il s'appuie sur une fondation qui embauche plus de 2000 personnes et qu'il peut compter sur un réseau d'emplois domestiques, d'avocats fiscalistes, de gestionnaires de patrimoine, mais aussi, comme l'évoque du reste l'ouvrage, d'activistes issus du monde des ONG ou des anciens cadres dirigeants des organisations internationales⁴. Autant de « petites mains » de cette politique transnationale du capital qui forment un champ professionnel *intermédiaire* entre les sphères économiques et politiques en pleine expansion⁵. C'est là que se déploie tout le « travail politique du capital » pour prolonger l'heureuse formule de Camille Herlin-Giret⁶ qui va bien au-delà des seules opérations de rentabilisation économique ; là en effet que l'on peut observer, sous l'effet de l'enrôlement d'une multiplicité de savoirs et savoir-faire juridiques, bureaucratiques, managériaux, mais aussi politiques et militants, la manière dont le capital économique

⁴ Pour une étude fouillée de la politique des fondations en matière de droits humains : Gaetan Cliquennois, *European Human Rights Justice and Privatisation. The Growing Influence of Foreign Private Funds*, Cambridge, Cambridge University Press, 2020.

⁵ Sous ce rapport, la sociologie française s'est montrée récemment particulièrement riche : si l'on pense aux travaux récents de Camille Herlin Giret, *Rester riche. Enquête sur les gestionnaires de fortune et leurs clients*, Le Bord de l'Eau, Lormont, 2019 ; le dossier coordonné par Anne Lambert et Bruno Cousin, « Au service des riches », *Actes de la recherche en sciences sociales* 230, 2019, 1-128 ; Bruno Cousin, Camila Giorgetti, Jules Naudet et Serge Paugam, *Ce que les riches pensent des pauvres*, Seuil, 2017 ; Sylvain Laurens, *Les courtiers du capitalisme. Milieux d'affaires et bureaucrates à Bruxelles*, Agone, 2015 ; Alexis Spire, Katia Weidenfeld, *L'impunité fiscale. Quand l'État brade sa souveraineté*, La découverte, 2017 ; ou encore Antoine Vauchez, Pierre France, *The Neoliberal Republic. Corporate Lawyers, Statecraft, and the Making of Public-Private France*, Cornell University Press, 2021.

⁶ Camille Herlin Giret, *Rester riche. op. cit.*

travaille à établir son bien-fondé juridique, son utilité sociale, son civisme, voire son engagement – en un mot, sa légitimité d'acteur *public*.

Publié dans laviedesidees.fr, le 30 août 2021.